82% des organismes ne respectent pas la loi informatique et libertés

29/01/2011 à 8h30

A l'occasion de la cinquième "journée internationale de la protection des données", l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP) révèle que 82 % des entreprises et administrations ne respectent pas la loi informatique et libertés. 51% des organismes interrogés tentent certes de le faire, mais sans y parvenir, ou mal, et 31 % ne se donnent même pas la peine de s'y essayer [….]

Pour cela, les élèves du Mastère Spécialisé « Informatique et libertés » de l'Institut Supérieur d'Electronique de Paris (ISEP) ont exercer leur droit d'accès par courrier papier auprès de 226 organismes "avec lesquels ils pensaient probable le fait que ceux-ci soient détenteurs de données personnelles les concernant et qui couvrent les différents aspects de la « vie quotidienne d'un citoyen » : emploi/formation, logement, banques/ assurances, commerce, santé, sociétés de l'information & de la communication, administration "[…]

L'AFCDP, qui s'étonne également de voir que "l'un des organismes contacté a envoyé un cadeau (de faible valeur) au demandeur, et qu'un étudiant a éprouvé la surprise de recevoir ses données personnelles de la part d'un voyagiste, en réponse à la demande faite auprès d'une société commercialisant des jeux vidéo", a compilé plusieurs autres excuses ou motifs des refus avancés :

– « Tout ça, c'est du pipeau ! », réaction entendue au téléphone (Profession règlementée dans le domaine du Droit).

– « Vous devriez être flatté de figurer dans notre base de

données ! »

– Collecte déloyale d'informations et refus de communication des informations détenues.

– « Ces informations sont confidentielles et sont stockées sur des serveurs sécurisés. Je n'y ai pas accès et c'est trop compliqué de demander à chaque service de donner les informations » – Secteur Santé/Social.

– « Nous vous confirmons que nous avons bien vos données personnelles » – Secteur Presse/Média – « Il s'agit des données de l'entreprise, je n'ai pas le droit de vous les transmettre ».

La moitié des réseaux sociaux ne respectent pas la loi [….]

Le gouvernement ne veut pas de correspondants informatique et libertés […]

Le Monde